

Service Prévention des Risques Techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la société LAFARGE GRANULATS SAS, de respecter les prescriptions de l'article 19.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002, de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et de l'article R 181-46 II du code de l'environnement concernant la déclaration des forages au titre de la loi sur l'eau, pour la carrière qu'elle exploite aux lieux-dits " Plan de la Perussis " et " Iscles du Temple " à CAVAILLON (84 300)

LA PRÉFÈTE DE VAUCLUSE

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-8, L.181-1 et R. 181-46 II ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 44 du 23 avril 1997, autorisant la société Lafarge Granulats France SAS à exploiter une installation de traitement des matériaux, implantée aux lieux-dits "Plan de la Perussis" et "Iscles du Temple", Quartier La Baronne, sur le territoire de la commune de Cavaillon (84 300), complété par les arrêtés n° 151 du 19 décembre 1997 et n° 126 du 28 juillet 1999 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 33 du 8 avril 2002, autorisant la société Lafarge Granulats France SAS à exploiter une carrière, implantée aux lieux-dits " Plan de la Perussis " et " Iscles du Temple ", Quartier La Baronne, sur le territoire de la commune de Cavaillon (84 300), complété par les arrêtés n° 67 du 16 mai 2003, n° 22 du 2 mars 2004 et du 21 mai 2015 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 décembre 2020, relatif à l'inspection du 13 octobre 2020 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 janvier 2022, relatif à l'inspection du 15 novembre 2021 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 janvier 2023, relatif à l'inspection du 13 décembre 2022 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2023 faisant suite à la visite de l'inspection des installations classées du 27 novembre 2023 ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant suite au rapport de l'inspection qui lui a été transmis le 2 janvier 2024, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article 19.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002 susvisé, d'une part, impose que les effluents sanitaires de la carrière exploitée par la société Lafarge soient traités par un dispositif d'infiltration conforme à l'arrêté du 6 mai 1996 et d'autre part, interdit leur évacuation en puits perdu ;

CONSIDÉRANT que l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé imposent respectivement que :

- l'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique ;
- l'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. [...] La période maximale est fixée au maximum à : [...] pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire [...].

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-1 du code de l'environnement dispose que l'autorisation environnementale est applicable notamment aux installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au I de l'article L. 214-3, y compris les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique en application du 6° du II de l'article L. 211-3 et qu'elle inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ;

CONSIDÉRANT que l'article R.181-46 II du code de l'environnement dispose que toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 novembre 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect :

- des prescriptions de l'article 19.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002, compte-tenu de l'absence de justificatifs relatifs à la conformité des dispositifs de traitement des effluents sanitaires du site ;
- des prescriptions de 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, compte-tenu de l'absence de justificatifs relatifs à l'inspection périodique des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, et du réservoir Pauchard mentionnant le contrôle des accessoires de sécurité,
- de l'article R. 181-46 II du code de l'environnement, en raison de l'absence d'information de madame la Préfète concernant les ouvrages de prélèvements d'eau, relevant des rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0 ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des enjeux en matière de protection des eaux souterraines, de sécurité et de santé des personnes, il y a lieu de mettre en demeure la société Lafarge Granulats SAS de respecter les dispositions de l'article 19.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002, de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et de l'article R. 181-46 II du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ,

A R R E T E

Article 1^{er}

La société LAFARGE Granulats SAS, ci-après nommée "l'exploitant", dont le siège social est situé 14 boulevard Garibaldi 92 130 ISSY-LES-MOULINEAUX, est mise en demeure, pour sa carrière implantée aux lieux-dits "Plan de la Perussis" et "Isclès du Temple" sur le territoire de la commune de Cavaillon (84 400), de se conformer aux prescriptions définies par les articles 19.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002, 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et R. 181-46 II du code de l'environnement.

Afin de répondre aux dispositions de la présente mise en demeure, l'exploitant transmet au plus tard :

- **sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs de conformité des dispositifs de traitement des effluents sanitaires du site ;
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les compte-rendus d'inspections périodiques pour les 13 réservoirs « accumulateur à vessie » et le réservoir Pauchard, conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ;
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, le porter à connaissance concernant les ouvrages de prélèvements d'eau, relevant des rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0, comportant l'ensemble des éléments d'appréciation requis par l'article R. 181-46 II du code de l'environnement.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté .

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site **www.telerecours.fr**.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Cavaillon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la sécurité publique, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le directeur départemental du service d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le 14 février 2024
Pour la préfète,
La secrétaire générale,

Signé : Sabine ROUSSELY